

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Doit-on ne pas "une équipe qui fait perdre"... le  
mouvement social tout entier !

# **Cfdt : un an de débat... pour ne rien changer**

- Social - Syndicats -

Date de mise en ligne : vendredi 12 novembre 2004

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Après un an de débats au sein de la Cfdt, le Conseil National de fin octobre devait tirer un premier bilan. Beaucoup espéraient une réorientation. Pour l'essentiel, François Chérèque a confirmé la ligne, avec un infléchissement supplémentaire.**

La division syndicale portée par ce rapport promet des perspectives sombres pour le syndicalisme s'il entrainait en application.

Face à Raffarin-Chirac et au Medef, c'est pourtant d'unité et de propositions revendicatives fortes dont ont besoin les salariés.

A ne pas l'entendre l'équipe Chérèque peut entraîner la Cfdt sur la voie du déclin.

Le retour sur les événements depuis début 2003 est très peu auto-critique.

Il tente de montrer qu'aucune autre politique n'était possible, que les bons choix ont été faits (un peu vite certes mais bons tout de même).

La crise qui a secoué la Cfdt n'est pas plus détaillée : " la réforme des retraites a entraîné des départs en nombre ". Certes ! Mais le Conseil National n'en saura pas plus : ni combien, ni quel effet la crise a eu sur les résultats électoraux (pourtant en baisse) ... Alors même que dans les couloirs, il est annoncé des pertes de 13% des effectifs, soit 100 000 adhérents de moins au bas mot. De quoi se livrer à un véritable état des lieux dans n'importe quelle organisation ! Pas à la Cfdt.

### **Le contexte responsable ?**

Plusieurs parties du rapport font état du " contexte particulier ", de la " situation inédite " issue du 21 avril 2002. Ainsi François Chérèque insiste sur le fait que " négocier la réforme des retraites, alors qu'elle avait été régulièrement reportée par le précédent gouvernement, n'était pas une donnée acquise " pour valoriser ensuite le " relevé de conclusions entre un gouvernement et les partenaires sociaux : cas unique dans notre histoire sociale ".

En oubliant le travail du Cor et les différentes pistes étudiées, la Cfdt valorise l'accord sur les retraites comme si le rapport de forces ne permettait pas mieux. Plutôt que de s'appuyer sur le mouvement social, la Cfdt le minimise, insiste sur le " zapping électoral " depuis 1981 sans voir les lignes de forces qui existent dans la société.

Du coup, François Chérèque et son équipe fustige le " court-termisme " des citoyens (et sans doute des salariés), la versatilité qui conduit aux " résistances " comme lors de la réforme des retraites. C'est un contresens qui ne prend pas en compte la réalité des attentes sociales que manifestent les citoyens dans les consultations électorales comme dans la rue (en 1995, en 2003).

C'est grave pour une organisation syndicale ! C'est refuser, de facto, de prendre en compte les aspirations des salariés par peur de devoir remettre en cause les grands équilibres, le partage des richesses ...

### **La transformation sociale reléguée au magasin des accessoires anti - Cgt**

De manière subtile, le rapport de F. Chérèque emprunte à la méthode qu'affectionnait Edmond Maire (sans son brio) : reprendre des bouts de critiques, revenir sur l'analyse de la société mais sans rien lâcher sur le fond.

Ainsi, si toute une partie du rapport essaye de décrypter les nouvelles contradictions entre salariés, surfe sur l'idée du renforcement des logiques individuelles, il en reste là, refusant de chercher ce qui peut unifier le monde du travail en partant des intérêts communs. Mieux, " le conflit sans fin entre la " classe exploitée " et les " dominants " ne paraît plus pertinent comme grille de lecture. Les patrons, le Medef illustrent pourtant chaque jour l'actualité de la lutte des classes ... la Cfdt ne le voit pas ou ne le voit plus.

Dès lors, c'est toute une révision de son histoire que porte en filigrane ce texte. La transformation sociale ? " le projet de société n'est plus d'actualité " car ce chemin était imposé lorsque l'espace social était encadré par la Cgt et le PC. La loi sur les retraites, la réforme de l'Assurance Maladie sont là pour illustrer ce qu'est une démarche de transformation sociale.

La démarche " réformiste " est approfondie. " Les charges pesant sur la solidarité interprofessionnelle ont dépassé de loin ses capacités d'assurance " assène le rapport. Mais pas un mot n'est écrit sur le nécessaire partage des richesses, sur le rééquilibrage dans le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail.

A l'inverse, puisque les ressources diminuent, il faut un nouveau " compromis social " qui fixe " les responsabilités de chaque sphère : celle des individus, celle des entreprises, celle de la solidarité interpro ou nationale ... ".

### **Des références identitaires " oubliées "**

L'importance des branches professionnelles ? Elle n'est jamais évoquée. C'est l'échelon de l'entreprise qui est mis en avant pour répondre au " capitalisme non régulé ". La Rse (responsabilité sociale des entreprises) devient la nouvelle tarte à la crème.

Sur l'emploi, il est insisté sur les efforts " en matière de Recherche et Développement " " pour ouvrir les sentiers de la croissance de demain d'où sortiront les nouveaux emplois ".

La reprise économique est attendue comme le Messie, alors que depuis des années la croissance était considérée comme insuffisante pour parvenir au plein emploi. La Rtt n'est jamais avancée sauf de manière implicite en valorisant les exemples des entreprises Bosch et Doux qui ont imposé des accords remettant en cause la Rtt.

Les altermondialistes sont brocardés, au nom de la défense de l'intérêt général. Les associations mouvementistes sont présentées comme développant une politique du " tout ou rien " de par leur spécialisation sur " une cause unique ". L'aveuglement est total. La possibilité de se lier à des mouvements construisant des propositions alternatives est proche de nulle.

### **La division du syndicalisme en deux camps**

Pour essayer de souder, quoi de plus tentant que de focaliser sur l'ennemi héréditaire ? Le rapport cède à cette facilité sans regarder les évolutions intervenues depuis 15 ans ou plus récemment dans le paysage syndical français.

Après avoir sommé l'Unsa de se clarifier, encensé Fo sur " la construction de la politique contractuelle en France " tout en prenant soin de souligner qu'un débat existe sur " la prise en compte de l'intérêt général " avec cette

organisation ( !), le reste du rapport cherche surtout à distinguer deux syndicalismes.

- ▶ le " syndicalisme réformiste " avec la Cfdt, la Cftc et la Cgc
- ▶ celui de la " contestation " avec la Cgt, les Sud et la Fsu.

Cette caricature n'empêche pas les pratiques unitaires à la base, mais le sommet pousse à la division syndicale et prépare le refus systématique de toute politique d'unité d'action, remettant en cause le rapprochement tenté avec la Cgt jusqu'en mai 2003.

Cette démarche n'est pas sans rappeler les raisons profondes de création de la Cftc en 1919., à savoir diviser durablement le syndicalisme face à la Cgt. 40 ans après la création de la Cfdt, le retour vers la Cftc n'est pas une perspective d'avenir, mais un retour en arrière.

### **La démocratie de haut en bas**

Toute l'histoire du syndicalisme est l'histoire du fédéralisme. Le regroupement de syndicats de métiers en fédérations professionnelles, la confédéralisation de l'ensemble des professions et regroupements interprofessionnels (depuis les Bourses du travail), sont un processus qui part du bas.

Dans cette construction le syndicat professionnel garde son autonomie. Il est " la structure politique de base ". Ceci a toujours amené à un fonctionnement de bas en haut plutôt que l'inverse.

Dans la cinquième partie du rapport Chérèque, hormis quelques mesures cosmétiques, la Ce confédérale reste un véritable politburo autoproclamé et on rappelle la nécessité d'expliquer les orientations décidées en haut. Une façon de reconnaître que les orientations ne sont pas vraiment décidées par les syndicats !

La conclusion, c'est " de capitaliser la démarche de recentrage des années 1980 ". Dans les années Giscard-Barre, les petites phrases sur le perron de l'Elysée avaient été une spécialité des dirigeants Cfdt ; l'unité d'action avec la Cgt avait été enterrée ; la rupture avec la gauche s'était faite sur le renoncement à des démarches globalisantes avec des concessions sur le niveau des revendications puis le refus à appeler à battre la droite en 1986.

Cette politique avait fait perdre 200 000 adhérents à la Cfdt entre 1977 et 1983. Vingt ans après, il n'est pas sûr que l'histoire se répète. Autre époque, autre contexte ... Aujourd'hui la question du rassemblement syndical, de l'unification, est posée plus concrètement que dans les années 70. Des possibilités existent en ce domaine. Que cette perspective se développe et alors c'est sur la voie du déclin que l'équipe Chérèque emmènera son organisation malgré les appels de plusieurs anciens dirigeants à se préoccuper de l'émiettement syndical. La crise n'est pas finie.

**Christian Normand**